

T'OKUP!



Agenda-journal interstitiel de la mouvance anarch@-alternat@-intersquat-féministe-antifa-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)

Gratuit bien sûr

n° 47 (automne 2004)

www.squat.net/ea

PRÉSENTATION > Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup! essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus), souvent en reprenant des tracts ou des communiqués écrits par différents groupes, parfois en laissant la place à des textes individuels. Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros sont consultables sur le net. *Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne*
Inscription sur la liste de mail (à partir du site internet) pour être régulièrement informéE des activités de l'Espace autogéré.

ASILE: la tension monte

Ces dernières années, on a pu constater un fort durcissement de la loi sur l'asile, en parallèle à la montée du discours sécuritaire. Dans le canton de Vaud, la résistance s'est depuis quelques mois cristallisée autour de la situation des requérant-e-s débouté-e-s, ainsi que sur les conditions de misère dans lesquelles le Conseil Fédéral a placé les personnes frappées de non entrée en matière (NEM).



Petit rappel des moments forts de la lutte

Fin juin, la Coordination Asile se crée pour défendre les personnes déboutées. En effet, suite à un deal avec l'Office Fédéral des Réfugiés (ODR), le Conseil d'Etat Vaudois a accepté de renvoyer environ 700 réfugié-e-s qui vivent en Suisse depuis de nombreuses années.

Le 24 août, le Grand Conseil vote une motion demandant de bloquer les renvois. En parallèle, de très nombreux soutiens viennent renforcer le mouvement, que ce soit des milieux de l'église, des milieux associatifs ou artistiques.

Le 11 septembre, une manifestation réunit environ 2000 personnes à Lausanne.

Le 14 septembre, un appel signé par 118 municipaux du canton de Vaud est remis au Conseil d'Etat.

Le 15 septembre, une pétition de 14'000 signatures est remise au Grand Conseil.

Le 17 septembre, face à la vague de protestation montante et pour « faire baisser la tension dans le canton », J-C Mermoud, le conseiller d'Etat UDC en charge du dossier (photo), convoque Amnesty International et crée un Groupe de Travail Mixte (GTM), composé de 2 représentants du canton et de 2 experts désignés par Amnesty. Ce groupe de travail est mandaté pour revoir certains des dossiers (Mermoud explique qu'il est possible qu'un ou deux cas isolés méritent un réexamen).

Le 25 septembre, Mermoud déclare dans un quotidien local, à propos du dossier des requérant-e-s: « Les vaudois me comprennent »... cherchez l'erreur

Pendant ce temps, le refuge ouvert par la Coordination se déplace de paroisse en paroisse, abritant au besoin des personnes menacées et avec comme revendication première la régularisation de tou-te-s les requérant-e-s débouté-e-s. Suite à la création du GTM, la situation s'est calmée début octobre, en attendant que les dossiers soient réexaminés.

La situation actuelle

Le 21 octobre, les premiers résultats du GTM tombent: sur 40 personnes étudiées par cette commission, les dossiers de 30 personnes sont transmis à l'ODR pour un réexamen. Résultat: une seule personne reçoit une admission provisoire.

Le message est clair, le droit d'asile est en phase de démantèlement et l'UDC, qui dirige les opérations au niveau fédéral entend se faire obéir. En résumé, Blocher confirme son

NOUVELLE OCCUPATION au centre de Lausanne

Cette ville est de plus en plus aseptisée et vidée de lieux de culture et de vie. Les vieux quartiers cèdent place à des espaces stériles.

Entre multiplex et duplex, la « culture » et la « vie » ont leur prix.

Toute alternative non mercantile est écrasée.

Nous nous opposons à cette mise en scène tragique, et comptons vivre et créer selon des principes que nous estimons logiques. L'habitat n'est pas une marchandise.

Les maisons sont à celles et ceux qui les font vivre et depuis plus d'un mois, le mardi 7 septembre exactement, nous occupons la maison de l'ancienne laiterie, rue Marterey 23.

Par ce geste, nous tenions à faire revivre cette magnifique bâtisse, mais également à répondre activement à notre besoin de logement, en nous donnant les moyens de

>>> suite en page 2

AUJOURD'HUI MARDI 7 SEPTEMBRE 2004 NOUS OCCUPONS CET IMMEUBLE ET NOUS Y RESTERONS!

Rue Marterey 23 / Lozan

Laiterie de Marthérey

Rue Marterey

Rue Caroline

Place de l'Ours

PASSEZ-LE!

LE COLLECTIF DE LA LAITERIE

>>> suite en page 2

soutien à Jean-Claude Mermoud et le Conseil d'Etat Vaudois s'apprête donc à lancer de manière imminente une vague d'expulsions.

Face à cet entêtement crétin, même la déléguée asile d'Amnesty International commence à voir rouge: « Dans un Etat de droit, nous ne pouvons accepter un tel arbitraire ».



Procédures secrètes

Deux points sont particulièrement inacceptables dans la manière dont l'ODR traite les dossiers:

Premièrement, l'ODR ne communique pas les raisons qui font qu'il refuse un dossier. Ni le canton, ni la personne déboutée ne savent pourquoi le renvoi est prononcé. Un récent avis de droit d'un juriste reconnu remet en doute la légalité du secret qui entoure cette procédure, mais Berne ne semble pas trop préoccupée de la légalité de ses procédures de renvoi.

Second point noir, l'examen des dossiers se fait uniquement sur la base des critères de la circulaire Metzler, qui sont de l'ordre de l'intégration. On s'apprête donc à renvoyer des personnes qui ont vécu des traumatismes graves, comme les survivant-e-s du génocide de Srebrenica, sous prétexte qu'elles ne sont pas « intégrées ». Le principe du non-refoulement, qui demande à ce qu'on s'assure que la personne ne risque rien en cas de renvoi, n'est aucunement pris en compte. Le fait que des femmes kosovares isolées risquent de se faire confisquer leurs enfants ou marier de force n'est donc pas un critère pour l'ODR.

Urgence

Les prochaines semaines vont être décisives, et il est capital que le mouvement d'opposition gagne en ampleur et fasse exploser le Conseil d'Etat Vaudois. Si rien ne change, ce sont environ 700 personnes qui vont être renvoyées d'ici la fin de l'année. Des dizaines de personnes, familles, enfants ou célibataires vont déjà recevoir des avis d'expulsion avec plan de vol début novembre. La Coordination a ouvert le 21 octobre un nouveau refuge (adresse ci-dessous) afin d'offrir une protection symbolique à quelques personnes, et dans cette lutte, le soutien populaire sera capital. Vous êtes donc invité-e-s à passer aux permanences ou à vous tenir informé-e-s sur le site internet.

En attendant, vous pouvez continuer à inonder le Conseil d'Etat de lettres demandant l'arrêt des renvois. 12'000 cartes postales ont déjà été distribuées dans ce sens...

Des groupes de travail dans d'autres villes du canton se préparent également à ouvrir des refuges, et toutes les manifestations de solidarité seront bienvenues et nécessaires.

Le refuge

Pour l'instant, des permanences se tiennent tous les jours de 18h à 21h. Pour se rendre sur place, prendre le Bus 5 Epalinges et descendre à l'arrêt Croix-Blanche. Suivre ensuite la petite rue qui monte sur la droite. La salle de paroisse de l'église des Croisettes est à 100 mètres, sur la gauche.

Vous pouvez trouver des nouvelles fraîches sur la mobilisation sur le site internet de la Coordination Asile: www.stoprenvoi.ch

Un phoenix au Mont-d'Or

Les deux villas du Mont-d'Or ont été réoccupées par le collectif de la Smala. Sous la conduite de son brillantissime alterno-directeur, cette équipe souhaite y créer un centre socioculturel et a d'ores-et-déjà récupéré le nom de feu Tir-Groupé, dont le fameux maître-à-penser avait été membre fondateur avant d'en être écarté. Malgré les bons tuyaux (ce groupe fait ses réunions avec des représentants de la police), ils/elles en sont déjà à leur troisième tentative en quelques mois (les deux occupations précédentes ayant été faites dans des maisons sur le point d'être transformées ou détruites...). Pour couronner le tout, ils cherchent maintenant à y louer des chambres et des ateliers! Chacun son buisness...

Reste à voir comment vont réagir les proprios cette fois-ci? (cf T'Okup! n°46)

Insécurité nucléaire

Le numéro d'octobre de la revue "Sortir du nucléaire" s'est amusé à répertorier les dépêches de presse sur les "incidents" nucléaires de par le monde (elle en donne un florilège, une quinzaine depuis le début de l'année, dont un certain nombre en Suisse, en France et en Allemagne). Un examen approfondi montre qu'une fois de plus on a frôlé la catastrophe, chaque "simple incident" risquant de produire dans une centrale nucléaire un "accident majeur".

www.sortirdunucleaire.ch



façonner notre habitat, et développer un autre mode de vie que celui imposé par la société de sur-consommation.

La maison a été laissée à l'abandon durant 6 ans, depuis le départ des locataires et de l'ALJF (Association pour le Logement des Jeunes en Formation) au milieu de l'hiver 1998. Ce départ, urgent d'après le propriétaire de l'époque, devait laisser place à des « travaux de rénovation »... Des travaux ont effectivement eu lieu: fenêtres cassées, cadres de portes arrachés, faux plafonds détruits, électricité sabotée... depuis, rien de plus si ce n'est les dégradations multiples occasionnées par le temps et les pigeons. Cette triste situation représente parfaitement l'attitude des propriétaires et des autorités face à la crise du logement.

Toutefois, nous nous activons à la remettre en état... et les travaux avancent bien! Nous avons installé une grande cuisine collective au premier et aménagé nos chambres, réinstallé l'électricité et l'eau, installé des toilettes, remplacé les portes et toutes les vitres cassées sans compter la multitude d'aménagements qui nous permettent déjà de bien vivre dans cet immeuble. Mais nous ne nous arrêtons pas là et d'autres travaux vont être effectués: installation de chauffage à bois, isolation du grenier, rénovation de la façade et installation de panneaux solaires, électriques et thermiques.

Dès notre arrivée dans la maison, nous avons pris contact avec la Banque WIR, propriétaire de cet immeuble. Ils estiment notre présence inadmissible, nous ont menacé immédiatement de mesures extrêmes, et argumentent sur la sécurité d'un bâtiment dans lequel ils ne sont jamais entrés...

Une semaine après notre emménagement, nous avons organisé un apéro de quartier afin de mieux connaître ses habitant-e-s du quartier et de pouvoir partager nos projets avec elles et eux. Nous avons été touché-e-s par l'accueil et le soutien de nos voisin-e-s. Soutien qui dure encore actuellement. Nous apprécions particulièrement le fait d'habiter dans un quartier vivant et amical et nous espérons pouvoir participer à la vie de celui-ci.

Collectif de la Laiterie



Ex-squat de Territet (Montreux) Une pizza cramée ou beaucoup de bruit pour rien...

Territet, passage de l'Auberge 21 ; un beau vendredi soir, 1^{er} octobre 2004.

La maison est belle. Sise près du lac, toute couverte de vigne qui arbore déjà les couleurs de l'automne elle semble très calme. Calme car elle est... vide, vide et murée pour empêcher l'accès sans autre raison que la simple volonté de la propriétaire. Celle-ci, Mme Sydwell a contraint le collectif Pacha Mama (T'Okup! n°37), occupant le bâtiment pendant une année et demi, à quitter les lieux en menaçant les squatteurs/euses d'une amende de 30 mille francs. Il-e-s sont parti-e-s le 15 août dernier et... plus rien ne bouge, aucun projet précis n'a encore vu jour, la mise à l'enquête reste un avenir incertain et les travaux... peut-être un jour... En attendant les fenêtres et les portes murées permettent à la propriétaire de dormir tranquille.

On y fait donc la fête ! Nous : un collectif éphémère de gens attirés par une nouvelle expérience culinaire, sans aucun lien avec les occupant-e-s habitant précédemment le lieu. Pour une soirée, nous investissons le jardin de Pacha Mama pour y cuire, dans un four à pain, les dernières pizzas de cet été indien.

La soirée est tranquille jusqu'à ce que, après une vingtaine de pizzas, vers 22 h donc, l'arrivée de trois policiers annonce des problèmes. Ils nous donnent une demi-heure pour quitter les lieux, sinon « on viendra vous chercher avec des chiens ». Nous expliquons que nous voulons seulement faire des pizzas, sans entrer dans la maison, et que nous allons partir aussitôt la soirée finie. En vain. Effectivement, quelques pizzas plus tard, il-e-s sont à nouveau là et plus nombreux/euses ; il-e-s commencent à éclairer la maison avec lampes de poches, entrent ensuite dans le jardin.

Deux personnes parmi nous essayent de partir en douceur en descendant le mur du jardin - nous apprendrons par la suite qu'elles sont tout de suite arrêtées et passeront la nuit au poste. L'ambiance reste encore détendue le temps de cuire quelques pizzas et une tarte aux pruneaux jusqu'à ce que, sans aucun avertissement, on nous balance du spray au poivre. Afin de nous protéger, nous entrons dans la maison, d'où nous tentons de négocier avec « les forces de l'ordre ». Celles-ci deviennent vite très nombreuses. Des voitures de police et de gendarmerie arrivent de partout et bientôt, dans le jardin, il y a une trentaine d'agents dont plusieurs en tenue anti-émeute et avec des chiens. La maison est encerclée. Face à une mobilisation absurde, nous refusons de sortir et demandons un négociateur externe à la police. « C'est nous qui décidons ici, maintenant vous descendez ! » - on l'entendra plusieurs fois cette nuit-là. Le dialogue de sourds continue jusqu'à ce que les gendarmes lancent l'assaut - ils escaladent les balcons côté de l'auberge de jeunesse voisine et cassent des fenêtres côté jardin. Là, ça va vite et quelques minutes plus tard nous voilà sur le toit, assis-e-s sur la trappe. En bas, c'est un boucan, une fois entré-e-s dans la maison il-e-s cassent toutes les vitres et renversent les meubles. Il-e-s n'osent cependant pas intervenir sur le toit. Et là, tout d'un coup, l'arrivée du négociateur ne pose plus aucun problème. Monsieur Fessli, municipal responsable de la police de Montreux nous demande de descendre en promettant de nous laisser libres après une prise d'identité. Interrogé sur le sort de deux personnes arrêtées auparavant, il déclare que « la procédure est terminée » (Lire : ils passent la nuit au poste). La question sur la légitimité des démarches de la police ne lui plaît guère : « Messieurs [*sic* !], vous commencez à m'énerver. Je ne vais pas rester ici à l'infini ». Nous, nous sommes d'accord de descendre si le municipal donne par écrit sa promesse de nous relâcher aussitôt le contrôle d'identité terminé. Mais M. Fessli refuse de laisser une trace écrite de sa parole et, vers 3 h, il part. Avec lui s'éloigne une partie de gendarmes qui ont saisi notre matériel laissé sur place, pour l'emmener à l'hôtel de police.

Le lendemain matin, un groupe de personnes sensibles au problème de la violence policière vient nous soutenir en observant les agissements des fonctionnaires. Ceux/elles-ci, apparemment, n'aiment pas se montrer au travail - il-e-s encerclent ces personnes et tentent un contrôle d'identité sans y donner de raison et tout en refusant de montrer leurs numéros de matricules. La situation change avec l'arrivée d'une journaliste du 24h - à ce moment-là, la police décide soudain de lever le siège. Après quelques minutes, l'impressionnant dispositif mobilisé la nuit pour empêcher une soirée pizzas n'est plus qu'un souvenir. Ainsi, vers 9 h, nous pouvons enfin partir et nous rendre... au poste, où, après une prise d'identité, nous récupérons nos affaires.

Collectif Pizza au four !

L'armée suisse change (??)

par Christophe Keckeis, chef de l'armée
(dans *Le Temps*, 16.07.04):

"Il y a un changement fondamental de culture (...) Durant toute l'instruction, on essaie de s'adresser aux soldats sur un autre ton, en leur parlant comme si c'étaient des clients. On les respecte". Mais plus loin: "(...) on ne leur demande pas d'aimer. On leur demande d'être soldats et de remplir leur mission."

Armée XXI contre ses propres citoyen-ne-s

La constitution autorise le recours à l'armée pour l'assistance à la police en "cas de grave menace". Tout le monde ayant pu constater que c'est le cas en suisse, 45% des effectifs militaires sont donc désormais affectés à la sécurité intérieure.

On en aura encore une triste illustration cet hiver avec les 6'500 militaires affectés par le conseil fédéral à la protection du club privé des milliardaires du WEF de Davos.

Ouverture d'un lieu de vie alternative à Lausanne Opération « chien rouge »



Bonjour!

Nous sommes une trentaine de personnes à avoir occupé le 9 septembre 2004 l'immeuble à la rue César-Roux, inutilisé depuis bientôt 2 ans (depuis le déménagement de la polyclinique dentaire). Notre intention est d'y aménager ateliers, habitation et espaces d'échanges et de rencontres.

Nous voulons développer ici des activités socioculturelles alternatives, dans une logique participative, imaginative, écologique et émancipatrice, ouverte à toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans notre démarche.

Le Canton de Vaud, propriétaire du bâtiment, n'a pas de projet connu avant plusieurs années, en raison des actuelles restrictions budgétaires.

Ces derniers mois, de nombreux lieux de vie alternative ont été fermés à Lausanne. D'autres sont menacés à brève échéance. Nous revendiquons le droit à la culture alternative de vivre et s'exprimer dans cette ville!

N'hésitez pas à nous rendre visite, nous vous informerons volontiers sur nos activités.

Bouffes pop' tous les vendredis soirs à 20h.

Le collectif Chien Rouge.

Un contrat de confiance a été signé le 20 octobre avec le canton, pour une année, renouvelable ensuite, avec préavis de résiliation de 6 mois. Quelques travaux de mises aux normes devront être effectués, et le Chien Rouge accueillera une partie des artistes de l'ancienne école de chimie si ceux/celles-ci sont prêt à s'intégrer dans le projet collectif.

Poulets ou pigeons?

S'exprimant à l'issue de la 2e manifestation lausannoise - depuis la rentrée - contre le démantèlement des services publics, le représentant de la police a conclu en ces termes pour sensibiliser le conseil d'Etat et son caissier Broulis:

"Nous sommes des poulets, pas des pigeons!" (5 octobre).

Espérons qu'ils auront autant d'humour la prochaine fois qu'ils nous contrôleront dans la rue...

INDYMEDIA under attack!

Jeudi 7 octobre, deux disques durs Indymedia ont été confisqués par le FBI dans les bureaux londoniens du provider américain Rackspace, qui héberge une partie des sites Indymedia. Rackspace a remis le matériel sans s'enquérir de la base juridique d'une telle opération sur territoire anglais, et sans en informer préalablement Indymedia. Plus de vingt sites IMC (Independent Media Center) de par le monde et différentes radios en ligne ont été touchés.

Le 14 octobre, les disques durs sont restitués à Rackspace, qui veut immédiatement les remettre en fonction, ce qui a heureusement pu être empêché. On soupçonne en effet que les disques aient été trafiqués et il est indispensable de les réviser à fond.

Les motifs du séquestre restent flous: le FBI américain aurait agi en Angleterre sur injonction de la Suisse et de l'Italie, concernant notamment un article publié en France. Cherchez l'erreur...



En septembre 2004, IMC Nantes avait publié des photos de deux flics en civil de la cellule genevoise anti-G8 qui s'étaient infiltrés dans une manif. Les deux inspecteurs déposent plainte

et parviennent à faire supprimer cette page, construite de la même manière que le site de la police de Genève, qui regorge de photos d'activistes avec des appels à la délation... Avec la publicité donnée à l'affaire et internet aidant, le résultat est que les fameuses photos ont réapparu sur de nombreux autres sites (autogoal!).

Selon l'avocat des flics, la plainte a été déposée seulement quelques jours avant la confiscation des serveurs et il se montre étonné de la vitesse avec laquelle elle a pu arriver chez les services de sécurité états-unis. Bizarre aussi qu'ils n'aient pas demandé l'enlèvement de l'article sur les autres sites et qu'ils n'aient pas fait d'efforts pour trouver l'identité de la/du photographe et depuis où cet article a été posté.

Le 14 octobre, il y eu confirmation qu'un ordre a également été émis depuis Bologne, par la procureure Maria Plazzi, qui enquête sur les colis-piégés contre le député Prodi et sur une obscure « organisation anarchiste informelle » qui tombe à point pour le gouvernement italien qui multiplie les bourdes.

La restitution des serveurs ne signifie pas du tout une victoire. Après 2 semaines, Indymedia ne connaît toujours pas les motifs exacts du séquestre. Pas un hasard? Apparemment, il n'y a même plus besoin de justifier publiquement les attaques contre la liberté d'expression et d'information! Et cela n'est que l'épisode le plus récent des nombreuses attaques menées par le gouvernement des Etats-Unis contre les médias indépendants ces derniers mois.

A l'image des marchés financiers, le contrôle et la répression sont aujourd'hui globalisés. Même le dernier fragment de liberté qui est intimement lié à chacun d'entre nous, la possibilité de s'exprimer et de connaître les opinions des autres, ne sera bientôt plus possible, ni dans son propre pays, ni sur le plan international.

CINÉMA Du nouvô à l'Oblô



"Le cinéma où on ne vous prend pas pour des clients"

Av. de France 9, Lausanne
Projections tous les vendredis à 21h, plus dates diverses.

Mardi 2 nov, 20h:

documentaire et débat en collaboration avec le Collectif Urgence Palestine
Samedi 6 nov: musique électronique et danse en soutien à l'association La Vitrine

Programme détaillé et informations sur:

www.oblo.ch

Le 7e soir

Projections à la Maison du Désert

7 nov: Docteur Falamour

21 nov: La soupe au canard

5 déc: Monty Python et le Sacré Graal

19 déc: Quereme y verás (Cuba) +

documentaire sur la manif logement (printemps 2004)

21h (prix libre)

Pierrefleur 72, lôzan, terminus bus 2

Kabak

Projections, concerts, expos, spectacles...

Bar tous les jeudis soirs

Place du Château 3 à Lausanne

kabak1005@yahoo.fr

E la nave va... au Romandie

Son projet de club rock sous les arches du Grand-Pont étant bloqué par des oppositions, l'association *E la nave va...* s'est vu allouer provisoirement l'ancien cinéma mythique du Romandie. Leur programmation est consultable sur:

www.leromandie.ch

(pour les gens qui aiment le rock heineken)

LECTURE

Mobilisations à Lausanne contre le sommet du G8 d'Evian RECUEIL DE CITATIONS

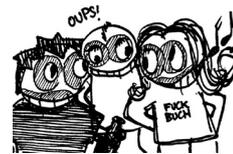
Brochure 16 pages A5.

Ed. Ku-TOP!, Lausanne, juin 2004

Disponible à l'infokiosk

Une année après les événements, le recueil rassemble des citations parues principalement dans la presse romande. Plus qu'un simple bêtisier, il permet de se replonger dans l'air du temps de cette grande mascarade de G8. Aussi pathétiques qu'elles soient, les citations n'en sont pas moins symptomatiques de la manière dont la presse et les autorités ont travaillé: création d'une psychose sécuritaire dans l'opinion et diabolisation des franges les plus radicales du mouvement anticapitaliste pour ne pas avoir à parler des crimes du G8 (certaines figures de la gauche s'y sont également laissées prendre).

Pour un rapport plus détaillé des événements lausannois, particulièrement de la répression, se rapporter au "Bilan de la permanence antirépression de Lausanne" (cf T'Okup! n°46, disponible à: GAR, p.a ADC, Maupas 81, 1004 Lausanne ou gar@no-log.org)



Citation-bonus

(ne se trouve pas dans le recueil sus-mentionné)

Cagoules et coups de soleil

Un inspecteur du groupe d'enquête G8 à Genève, cité anonymement par la Tribune de Genève (05.08.2004): "De leur propre initiative, nos homologues bernois ont contrôlé un groupe à leur retour de Genève, après le G8. Nous savons qu'ils portaient des cagoules, puisqu'ils avaient des coups de soleil juste autour des yeux...!"

Tous les Jeudis dès 20h30 Repas végétarien/végétalien et bistro

Jeudi 28 octobre 22h Concert au bistrot

Amanat Ali (Contes et musique indienne, Rajasthan)

Dimanche 31 octobre 21h Halloween monster party

Neptune (DIY tools to deconstruct HC, Boston)

Lundi 1er novembre 20h Info-discussion de La Commune

Mise au point sur les luttes passées et à venir contre le WEF de Davos

Vendredi 12 novembre 22h soutien à l'Ex-squat du Mont d'Or

GOA Black moon night

Dj psyberpunk, Dj Gaspar

Vendredi 19 novembre 20h Soirée de L'Infokiosque féministe

Repas, Film, non-mixte Femmes

Samedi 20 novembre Hell's stoner rock 22h

Los Natas (Buenos Aires)

Hainloose (Munich)

Samedi 27 novembre Concert et disco 22h

Sister Walka (Hip-hop, Genève)*

Squat Movie selection

Vendredi 3 décembre Soirée ...!

Pack (CrustHardCore, Bienne)

Mercredi 8 décembre 20h Trucs de Grand-Mères

Santé naturelle pour Femmes, non-mixte

NOVEMBRE 2004 Espace Autogère